

328.7105

C212

1906

F

QL

RÈGLEMENT
DE LA
CHAMBRE DES COMMUNES
DU
CANADA
1906

D^r. L. Pelletier

L'Orateur

1909

RÈGLEMENT
DE LA
CHAMBRE DES COMMUNES
DU
CANADA

Adopté le 10 juillet 1906



OTTAWA
IMPRIMÉ PAR S. E. DAWSON, IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE
MAJESTÉ LE ROI
1906

TABLE DES MATIÈRES.

	Pages.	Règles.
CHAPITRE I		
RÈGLEMENTS GÉNÉRAUX.....	1	1
Procédure dans les cas non prévus.....	1	1
CHAPITRE II		
SÉANCES DE LA CHAMBRE.....	1	2-3
Heures des séances du jour.....	1	2
Séances du soir.....	2	3
Ajournement le mercredi.....	2	3
QUORUM.....	2	4
L'ORDRE DANS LES SÉANCES DE LA CHAMBRE.	3	5
L'Orateur décide les questions d'ordre.....	3	5
VOIX PRÉPONDÉRANTE DE L'ORATEUR.....	3	6
L'Orateur ne prend pas part aux débats	3	6
DIVISIONS.....	3	7
LE VOTE S'EXPRIME PAR OUI ET NON.....	3	8
ECONOMIE INTERNE.....	4	9
COMITÉS PERMANENTS.....	4	10
La liste en est affichée.....	5	10 (2)
NOMINATION DES COMITÉS SPÉCIAUX.....	6	11
QUORUM DES COMITÉS.....	6	12
CHAPITRE III		
L'ORATEUR SUPPLÉANT.....	7	13
Président des comités de la Chambre entière.	7	13
En cas d'absence du président.	8	13 (4)
L'ordre dans les séances des comités.....	8	14
Exceptions.....	8	14
Motion à l'effet que le président quitte le fauteuil.....	9	15

	Pages.	Règles.
CHAPITRE IV		
RÈGLES DES DÉBATS.....	9	16
Si un membre désire parler.....	9	16
Si plusieurs membres se lèvent à la fois.....	9	17
Si un membre est rappelé à l'ordre.....	10	18
Décorum pendant les débats.....	10	19
Lecture de la question.....	11	20
Aucun membre ne parle deux fois.....	11	21
Exceptions.....	11	21 (a)
La réplique est permise.....	11	21 (b)
La réplique clôt le débat.....	12	21 (d)
Conduite des membres quant au vote-intérêt personnel.....	12	22
Décorum dans la Chambre.....	12	23
Présence des membres ..	13	24
CHAPITRE V		
TRAVAUX DE LA CHAMBRE.....	13	25
Opérations quotidiennes.....	13	25
Troisième lecture des bills.....	16	26
Bills reçus du comité de la Chambre entière..	16	27
Bills reçus des comités spéciaux.....	16	28
Bills amendés par le Sénat.....	17	29
Ordre du jour.....	17	30
Ordres ajournés.....	18	31
Motions en délibération.....	19	32
La fin d'une session n'annule pas un ordre ou une adresse.....	19	33
Motion ayant pour objet de faire lire les ordres du jour.....	20	34
Motions privilégiées.....	20	35
Questions aux ministres et aux membres.....	20	36
Ajournement.....	21	37
Pour discuter une question d'importance publique urgente.....	22	37 (2)
Restrictions.....	23	37 (7)
Avis de motions, et de questions.....	24	38
Motions sans avis.....	25	39
Les motions se font par écrit.....	25	40
Motions retirées.....	26	41

TABLE DES MATIÈRES.

v

	Pages.	Règles.
TRAVAUX DE LA CHAMBRE—<i>Suite.</i>		
La question préalable.	26	42
Motion pour renvoyer une question à un comité.	26	43
Motion contraire aux règles parlementaires.	27	44
Privilèges.	27	45
Procédures en matière de bills (Présentation de).	27	46
Les bills incomplets.	27	47
Bills : concernant le commerce.	28	48
Première lecture.	28	49
Lectures subséquentes.	28	50
Certificats des lectures des bills.	28	51
Lectures avant le renvoi à un comité.	29	52
Procédure en comité.	29	53
" quand un bill est rapporté.	29	54
Rapports des comités.	30	55
CHAPITRE VI		
FONCTIONNAIRES DE LA CHAMBRE.	30	56
Vacances, comment remplies.	30	56
Appointements, comment déterminés.	30	56
Devoirs des fonctionnaires.	30	57
Greffier de la Chambre.	30	58
Garde des archives.	30	58
Met le feuillet devant l'Orateur.	31	59
Distribue des listes des documents.	31	60
Engage des copistes.	32	61
Le secrétaire légiste, fonctions.	32	62
Le sergent d'armes.	33	63
Responsabilité du.	33	63 (1)
Honoraires.	33	63 (2)
Les heures de bureau.	33	64
Point d'allocation pour frais de voyage.	34	65
CHAPITRE VII		
RÈGLEMENTS GÉNÉRAUX.		
Gentleman huissier à la verge noire.	34	66

	Pages.	Règles.
RÈGLEMENTS GÉNÉRAUX—<i>Suite.</i>		
Les membres doivent se retirer dans certains cas	34	67
Conduite des étrangers	35	68
Les étrangers tenus de se retirer.....	35	69
Journal de la Chambre	36	70
Impressions des bills	36	71
Impressions d'autres documents.....	36	72
Pétitions.....	36	73
Ecriture au dos de la pétition	37	74
Réception des pétitions.....	37	75
Secours et subsides	38	76
Charge sur les fonds publics, motion entraînant une.....	38	77
Droits de la Chambre relativement aux secours et subsides.....	39	78
Corruption électorale.....	39	79
Offre d'argent à un membre.....	40	80
Témoins, assignation et indemnisation des....	40	81
CHAPITRE VIII		
RELATIONS ENTRE LES DEUX CHAMBRES		
Messages du Sénat.....	41	82
" d'une chambre à l'autre	42	83
Conférence avec le Sénat	42	84
Le Sénat peut faire des recherches	43	85
Désistement dans certains cas	43	86
CHAPITRE IX		
AFFAIRES D'INTÉRÊT PRIVÉ	44	87
Pétition en obtention de bills privés.....	44	87
Production des bills privés	45	88
Droits à verser.....	45	88
Droits additionnels.....	46	88 (3)
Suspension des règles, droits à verser..	46	88 (a)
Capital social, droits à verser	47	88 (d)
Publication des règles.....	49	89
" des avis.....	50	90

TABLE DES MATIÈRES.

vii

	Pages.	Règles.
AFFAIRES D'INTÉRÊT PRIVÉ—<i>Suite.</i>		
Bill type	56	91
Carte ou plan accompagnant la pétition	57	92
Cartes, plans et pièces accompagnant les bills.	58	93
Ponts de péage.....	59	94
Examen des pétitions	60	95
Instruction aux comités.....	61	96
Suspension des règles.....	62	97
Présentation des bills privés.....	62	98
Lettres patentes ou contrat.....	63	99
Bills renvoyés aux comités.....	63	100
Pétitions renvoyées aux comités.....	63	100
Rapport de l'examineur.....	64	101
Avis de la réunion du comité.....	64	102
Adhésion des parties intéressées.....	65	103
Votation dans les comités.....	66	104
Dispositions non prévues par l'avis.....	66	105
Rapports sur tous les bills.....	66	106
Bills rapportés, où inscrits.....	67	107
Bills rapportés ensemble.....	67	108
Si le préambule n'est pas prouvé.....	68	109
Le président signe les bills	68	110
" " amendements.....	68	110
Avis des amendements.....	69	111
Réimpression des bills amendés.....	69	112
Amendements par le Sénat	70	113
Suspension des règles.....	70	114
Registre des bills.....	71	115
Liste des bills privés	71	116
" pétitions	71	116
Agents parlementaires.....	72	117
" " listes des.....	72	117 (2)
Contrôle des agents.....	73	118
Cas imprévus.....	73	119
CHAPITRE X		
LA BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT	74	120
Catalogue à tenir	74	120
Accès à la bibliothèque pendant les sessions ..	74	121

	Pages.	Règles.
LA BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT—<i>Fin.</i>		
Prêts de livres pendant les sessions.	75	122
Accès à la, pendant l'intervalle des sessions. . .	75	123
Emprunts de livres par les membres.	76	124
Emprunts de livres par d'autres personnes . . .	76	125
Livres de référence.	76	126
Rapport sur les livres non rentrés.	77	127
Abonnements aux journaux.	77	128

RÈGLEMENT
DE LA
CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

ADOPTÉ LE 10 JUILLET 1906

CHAPITRE I

RÈGLE GÉNÉRALE.

1. Dans tous les cas qui ne sont pas prévus ci-après ou par des ordres de session ou autres, les règles, les usages et formalités de la procédure de la Chambre des communes du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, en vigueur le 1er jour de juillet 1867, doivent être suivis. Procédure dans les cas non prévus.

CHAPITRE II

DES SÉANCES.

2. Les séances de la Chambre s'ouvrent ordinairement à 3 heures de l'après-midi, excepté le mercredi, où Heures des séances du jour.

elles commencent à 2 heures de l'après-midi; et si, l'heure arrivée, il n'y a pas quorum, l'Orateur peut prendre le fauteuil et prononcer l'ajournement. Après la séance du vendredi, la prochaine séance a lieu le lundi suivant, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné.

Séances du
soir.

3. Si, à 6 heures du soir, excepté le mercredi, les affaires du jour ne sont pas terminées, l'Orateur quitte le fauteuil jusqu'à 8 heures.

Le mercredi, l'Orateur lève la séance à 6 heures. La prochaine séance a lieu le jeudi.

DU QUORUM.

Constitution;
1867, art. 48.

4. (1) La présence d'au moins vingt membres de la Chambre, y compris l'Orateur, est nécessaire pour constituer une assemblée de la Chambre dans l'exercice de ses pouvoirs.

Ajourne-
ment.

2) Lorsque l'Orateur prononce l'ajournement de la Chambre faute de quorum, l'heure ainsi que les noms des membres présents sont inscrits au procès-verbal.

L'ORDRE DANS LES SÉANCES DE LA
CHAMBRE.

5. L'Orateur maintient l'ordre et le décorum, et il décide les questions d'ordre, sauf appel à la Chambre. En expliquant une question d'ordre ou de pratique, il doit indiquer la règle ou l'autorité qui s'applique.

L'Orateur décide les questions d'ordre.

VOIX PRÉPONDÉRANTE.

6. L'Orateur ne prend part à aucun débat de la Chambre. Dans le cas de partage, l'Orateur émet sa voix prépondérante, et les raisons qu'il donne sont inscrites au procès-verbal.

L'Orateur ne prend pas part aux débats.

DIVISIONS.

7. Les débats cessent du moment que l'appel des membres se fait préalablement à une division.

Le débat cesse.

LE VOTE S'EXPRIME PAR OUI ET NON.

8. Lors d'une division, les noms de ceux qui votent sur la question ne sont pas inscrits au procès-verbal, à moins

Cinq membres peuvent demander l'enregistrement des voix.

que demande n'en soit faite par cinq membres.

ÉCONOMIE INTERNE.

Rapport
déposé sur
la table.

9. Dans les dix jours qui suivent l'ouverture de chaque session, l'Orateur doit déposer sur la table de la Chambre les procès-verbaux de la commission d'Economie interne pour l'année qui précède.

COMITÉS PERMANENTS.

Un comité
spécial re-
commande
des listes.

10. (1) Au commencement de chaque session doit être nommé un comité spécial composé de cinq membres de la Chambre et chargé de préparer et présenter, avec diligence convenable, une liste de membres devant composer des comités permanents de la Chambre pour les objets suivants :

Les Privilèges et élections ;

Les Chemins de fer, canaux et télégraphes ;

Les Bills privés divers ;

Les Ordres permanents ;

Les Impressions (les membres nommés à cette fin représentent le contingent des Communes dans le comité mixte des deux chambres chargé des Impressions du parlement) ;

Les Comptes publics ;

La Banque et le commerce ;

L'Agriculture et la colonisation ;

La Surveillance du compte rendu officiel des débats de la Chambre ;

La Bibliothèque du parlement (pour aider l'Orateur dans la mesure des intérêts de la Chambre et pour agir en qualité de membres du Comité mixte des deux chambres chargé de la Bibliothèque).

2) Le greffier de la Chambre fait afficher, en un lieu en vue dans la Chambre, une liste des comités permanents et spéciaux nommés au cours de la session. La liste en est affichée.

NOMINATION DES COMITÉS SPÉCIAUX.

Comment
ils sont
composés.

11. Nul comité spécial ne peut, sans la permission de la Chambre, se composer de plus de quinze membres, et l'auteur d'une motion tendant à la nomination d'un comité spécial peut présenter les noms de ceux qui le composeront, à moins que cinq membres de la Chambre ne s'y opposent. S'il y a opposition, la Chambre peut nommer le comité de la manière suivante: Chaque membre en nomme un, et ceux qui ont réuni le plus de voix constituent le comité avec l'auteur de la motion; mais il est toujours entendu que nul membre qui se déclare ou se prononce contre le principe ou le fond d'un bill, d'une résolution ou d'une question qui doit être renvoyée à un comité, ne peut faire partie de ce comité.

LE QUORUM DES COMITÉS.

La majorité
constitue le
quorum.

12. La majorité des membres qui composent un comité en forme le quorum, à moins que la Chambre n'en ait décidé autrement.

CHAPITRE III

L'ORATEUR SUPPLÉANT.

13. (1) Est élu un Président des comités de la Chambre au commencement de chaque législature, aussitôt qu'une adresse a été votée en réponse au discours de Son Excellence; et le membre de la Chambre ainsi élu, lorsqu'il est à son siège, prend la présidence de tous les comités de la Chambre entière, y compris le comité des Subsidés et le comité des Voies et Moyens, selon les règles et usages qui régissent les attributions d'un fonctionnaire similaire généralement désigné sous le nom de Chairman of the Committees of Ways and Means dans la Chambre des communes d'Angleterre.

Président des comités de la Chambre entière.

2) L'élu au poste d'Orateur suppléant et président des comités doit posséder une connaissance complète et pratique de celle des deux langues qui n'est pas la langue de l'Orateur alors en exercice.

Langue.

Durée des
fonctions.

3) L'élu à ce poste continue en fonctions jusqu'à la fin de la législature pour laquelle il est élu, et, en cas de vacance par décès, démission ou autrement, la Chambre doit immédiatement lui choisir un successeur.

En cas
d'absence du
président,
l'Orateur
nomme un
suppléant.

4) En l'absence du président des comités de la Chambre, lorsque celle-ci doit se former en comité de la Chambre entière, l'Orateur, avant de quitter le fauteuil, nomme un membre président du comité. Les règles de la Chambre, en tant qu'elles sont applicables, sont observées en comité de la Chambre entière, excepté celle relative à l'appui préliminaire (seconding) des motions et celle qui limite le nombre de fois qu'il est permis de prendre la parole.

L'ORDRE DANS LES SÉANCES DES COMITÉS DE LA CHAMBRE ENTIÈRE.

Attributions
du président.

14. Le président des comités de la Chambre entière y maintient l'ordre, et il décide les questions d'ordre, sauf appel à la Chambre ; mais le désordre

dans un comité ne peut être censuré que par la Chambre lors de la réception d'un rapport de ce comité en l'espèce.

MOTION À L'EFFET QUE LE PRÉSIDENT
QUITTE LE FAUTEUIL.

15. Une motion à l'effet que le président quitte le fauteuil est toujours dans l'ordre, et elle a le pas sur toute autre motion: Toujours dans l'ordre.

CHAPITRE IV

RÈGLES DES DÉBATS.

16. Tout membre qui désire demander la parole doit se lever de sa place, découvert, et s'adresser à l'Orateur. Si un membre désire parler.

17. Lorsque deux ou plusieurs membres se lèvent pour demander la parole, l'Orateur l'accorde à celui qui s'est levé le premier à sa place ; mais une motion peut être faite à l'effet qu'un membre qui s'est levé " soit actuellement entendu", ou " qu'il ait actuellement la parole ", et cette motion est aussitôt mise aux voix sans débat. Si plusieurs membres se lèvent à la fois.

Un membre
rappelé à
l'ordre peut
s'expliquer.

18. Un membre qui a la parole, s'il est rappelé à l'ordre par l'Orateur ou par un autre membre, doit s'asseoir pendant qu'est exposée la question d'ordre, mais il peut ensuite s'expliquer. L'Orateur peut permettre qu'on discute la question d'ordre avant de se prononcer, mais le débat doit se borner rigoureusement à la question d'ordre. L'Orateur décide la question d'ordre, sauf appel à la Chambre, mais sans débat. S'il n'y a pas appel, la décision de l'Orateur est définitive.

DÉCORUM PENDANT LES DÉBATS.

19. Nul membre ne doit parler d'une manière irrévérente de Sa Majesté, ni d'aucun membre de la famille royale, ni du Gouverneur ou de la personne administrant le gouvernement du Canada ; il ne doit faire usage d'aucune parole injurieuse pour l'une ou l'autre des deux Chambres, ni pour aucun de leurs membres ; et il doit s'en tenir à la question débattue. Nul

membre ne peut critiquer un vote de la Chambre, si ce n'est dans le but de le faire rescinder.

LECTURE DE LA QUESTION.

20. Tout membre peut requérir en tout temps pendant un débat la lecture de la question qui en fait l'objet, mais non de manière à interrompre quelqu'un qui aurait la parole.

AUCUN MEMBRE NE PARLE DEUX FOIS.

21. (a) Nul membre ne peut parler deux fois sur la même question, à moins que ce ne soit pour expliquer une partie importante de son discours qui peut avoir été mal citée ou mal comprise, mais alors il ne doit apporter aucun nouvel élément dans le débat, et nul débat n'est permis sur son explication.

b) La réplique est permise à un membre qui a fait une motion de fond ou a proposé la deuxième lecture d'un bill, mais non à celui qui a proposé un

ordre du jour (autre que la deuxième lecture d'un bill), un amendement, la question préalable, l'ajournement au cours d'un débat ou une instruction à un comité.

c) La réplique est permise à celui qui a fait une motion de fond, bien que le débat sur cette motion soit, par suite d'ajournement, devenu un ordre du jour.

La réplique
clôt le débat.

d) Dans tous les cas la réplique de l'auteur de la motion d'origine clôt le débat ; mais il incombe à l'Orateur de veiller à ce que tout membre qui désire prendre la parole ait l'occasion de le faire avant la réplique finale.

CONDUITE DES MEMBRES.

Intérêt
direct.

22. Nul membre n'a le droit de voter sur une question dans laquelle il a un intérêt pécuniaire direct, et le vote de tout membre ainsi intéressé sera rejeté.

DÉCORUM DANS LA CHAMBRE.

Quand une
question est
mise aux

23. (1) Lorsque l'Orateur met une question aux voix, aucun membre ne

doit sortir, traverser la Chambre, ni faire de bruit ni rien qui puisse troubler l'ordre ; et lorsqu'un membre parle, nul autre ne doit l'interrompre si ce n'est pour le rappeler à l'ordre, ni passer entre lui et le fauteuil ; et aucun membre ne doit passer entre le fauteuil et la table, ni entre le fauteuil et la masse lorsque la masse a été enlevée de la table par le sergent d'armes.

2) Au moment de la levée de la séance, les membres gardent leurs places jusqu'à ce que l'Orateur ait quitté le fauteuil. A la levée de la séance.

PRÉSENCE DES MEMBRES.

24. Tout membre est tenu de suivre le service de la Chambre, à moins d'avoir obtenu de celle-ci un congé.

CHAPITRE V

TRAVAUX DE LA CHAMBRE.

25. Suit l'ordre des opérations quotidiennes dans la Chambre : Opérations quotidiennes.

Présentation de pétitions.

Lecture et réception des pétitions.

Présentation de rapports des comités permanents et spéciaux.

Motions.

Présentation de bills.

L'ordre dans lequel la Chambre procède, à jour dit, à l'expédition des affaires, après les opérations quotidiennes, est comme suit :

Lundi.

Bills privés.

Questions.

Avis de motions.

Bills et ordres publics.

Avis de motions du gouvernement.

Ordres du gouvernement.

Mardi.

Avis de motions du gouvernement.

Ordres du gouvernement.

Bills et ordres publics.

Questions.

Avis de motions.

(Après 8 heures du soir.)

Bills privés pendant la première heure.

Mercredi. .

Questions.

Avis de motions.

Bills et ordres publics.

Avis de motions du gouvernement.

Ordres du gouvernement.

Jeudi.

(Pour les quatre premières semaines de la session.)

Questions.

Bills et ordres publics.

Avis de motions.

Avis de motions du gouvernement.

Ordres du gouvernement.

(Après l'expiration des quatre semaines.)

Questions.

Avis de motions du gouvernement.

Ordres du gouvernement.

Bills et ordres publics.

Avis de motions.

Vendredi.

Avis de motions du gouvernement.

Ordres du gouvernement.

Bills et ordres publics.

Questions.

Avis de motions.

(Après 8 heures du soir.)

Bills privés, pendant la première heure.

TROISIÈME LECTURE DES BILLS.

Priorité.

26. Les ordres du jour pour la troisième lecture des bills ont la priorité sur tous les autres ordres pour le même jour, excepté les ordres auxquels la Chambre a antérieurement accordé la priorité.

BILLS REÇUS DU COMITÉ DE LA CHAMBRE ENTIÈRE.

Leur place à l'ordre du jour.

27. Les rapports reçus du comité de la Chambre entière prennent place à l'ordre du jour après les troisièmes lectures ; et les bills rapportés avec amendements par le comité de la Chambre entière sont placés à l'ordre du jour immédiatement après les rapports reçus du comité de la Chambre entière.

BILLS REÇUS DES COMITÉS SPÉCIAUX.

Leur place à l'ordre du jour.

28. Les bills rapportés d'un comité permanent ou spécial après deuxième

lecture sont portés à l'ordre du jour qui suit la réception du rapport, pour être renvoyés à un comité de la Chambre entière, dans l'ordre qui leur appartient, à la suite des bills rapportés par des comités de la Chambre entière. Et les bills dont la Chambre ordonne le renvoi à un comité de la Chambre entière sont portés à cette fin à l'ordre du jour qui suit cet ordre de renvoi dans l'ordre qui leur appartient, à la suite des bills rapportés par quelque comité permanent ou spécial.

BILLS AMENDÉS PAR LE SÉNAT.

29. Les amendements faits par le Sénat aux bills qui ont pris naissance aux Communes, sont portés à l'ordre du jour immédiatement après les bills dont le renvoi à un comité de la Chambre entière a été ordonné par la Chambre. Leur place à l'ordre du jour.

ORDRES DU JOUR.

30. Tous les articles portés à l'ordre du jour (à l'exception des ordres Priorité.

du gouvernement) viennent devant la Chambre dans l'ordre assigné à chacun sur le feuilleton. Chaque fois que les affaires du gouvernement ont le pas, les ordres du gouvernement peuvent être appelés dans l'ordre que le gouvernement juge à propos.

ORDRES AJOURNÉS.

Rang.

31. (a) A la demande du gouvernement, il peut être permis aux questions et aux avis de motions qui n'arrivent pas à résultat lorsqu'ils sont appelés, de rester aux ordres du jour et d'y garder leur rang ; autrement, ils disparaissent des ordres du jour. Ils peuvent, cependant, être renouvelés.

b) Sur pareille demande, il peut être permis aux ordres de rester au feuilleton en y gardant leur rang ; autrement ils perdent leur rang et sont portés à l'ordre du jour de la séance suivante après ceux de même catégorie qui sont à la même phase.

c) Tous les ordres qui, à l'ajournement de la Chambre, ne sont pas arri-

vés à résultat, sont ajournés au jour de séance suivant, sans qu'il soit nécessaire de faire de motion à cet effet.

MOTIONS EN DÉLIBÉRATION.

32. Si, à 6 heures du soir, le mercredi ou le jeudi, ou à l'ajournement de la Chambre, une motion placée sur la liste des avis était en délibération, cette question constitue le premier ordre du jour suivant, immédiatement à la suite des articles auxquels une règle ou un ordre de la Chambre donne spécialement le pas.

33. La fin d'une session de la Chambre n'a pas pour effet d'annuler un ordre ou une adresse de la Chambre tendant à la production de documents ou de papiers, mais tous papiers et documents dont la production, ordonnée à une session, n'a pas été effectuée au cours de sa durée, seront produits au cours de la prochaine session, sans renouvellement de l'ordre.

La fin d'une session n'annule pas un ordre ou une adresse.

MOTION AYANT POUR OBJET DE FAIRE
LIRE LES ORDRES DU JOUR.

34. Une motion ayant pour objet de faire lire les ordres du jour a priorité sur toute motion devant la Chambre.

MOTIONS PRIVILÉGIÉES.

35. Quand une question est en débat, nulle motion n'est admise, si ce n'est à l'effet de l'amender, de l'ajourner à une date déterminée, de proposer la question préalable, de faire lire les ordres du jour, de passer à l'ordre du jour, de suspendre le débat, ou de faire lever la séance.

QUESTIONS AUX MINISTRES ET AUX
MEMBRES.

36. (1) Il peut être posé des questions aux ministres de la Couronne touchant toute affaire publique, et à d'autres membres au sujet de bills, motions ou autres matières publiques se rattachant aux affaires de la Chambre dans lesquelles ces membres peuvent être in-

téressés ; mais ni les questions ainsi posées ni les réponses qui y sont faites ne sauraient présenter d'argument ni exprimer d'opinion, ni énoncer de faits autres que ceux qui sont nécessaires pour faire comprendre la question. Et la réponse doit se faire sans discussion du sujet.

2) Si, aux yeux de l'Orateur, la question à poser à un ministre, qui figure au feuillet, est de nature à provoquer une longue réponse, il peut, à la demande du gouvernement, ordonner qu'elle soit convertie en un avis de motion et comme tel être transférée à la place qui lui appartient sur le feuillet, le greffier de la Chambre étant autorisé à y faire les modifications de forme nécessaires.

AJOURNEMENT.

37. (1) Une motion d'ajournement **Généralités.**
(excepté lorsqu'elle est faite en vue de discuter une question déterminée et d'une importance publique urgente) est

toujours dans l'ordre, mais il ne peut être présenté une deuxième motion ayant le même objet avant que la Chambre ait fait un pas dans ses procédures.

Pour discuter
une question
spéciale.

2) Pour la présentation d'une motion d'ajournement qui a pour objet la discussion d'une question déterminée et d'une importance publique urgente, il faut que permission en soit demandée après l'expédition des opérations quotidiennes (règle 25) et avant que la Chambre ait passé aux avis de motions ou aux ordres du jour.

Le membre
demande la
permission.

3) Le membre qui désire présenter pareille motion se lève de sa place, demande la permission de proposer l'ajournement de la Chambre dans le but de discuter une question déterminée et d'une importance publique urgente, et il énonce la question dont il s'agit.

Si quelqu'un
objecte.

4) Il remet ensuite à l'Orateur une formule écrite de la question, et ce dernier, s'il la croit dans l'ordre, en donne la lecture et demande si la Chambre accorde au membre la permission de-

mandée. Si quelqu'un objecte, l'Orateur demande aux membres qui sont en faveur de la motion de se lever à leurs places, et si plus de vingt membres se lèvent ainsi, l'Orateur donne la parole à celui qui a demandé la permission.

5) S'il ne se lève pas vingt membres mais s'en lève au moins cinq, la question de savoir si le membre aura la permission de proposer l'ajournement de la Chambre sera immédiatement mise aux voix, sans débat, et déterminée, s'il est nécessaire, par une division.

Quand l'Orateur met la question aux voix.

6) Sans la permission requise ou les suffrages de la Chambre, la motion ne peut être faite.

7) Le droit de proposer l'ajournement de la Chambre par voie de motion pour l'objet énoncé ci-dessus, est subordonné aux restrictions suivantes :

a) Il ne sera pas proposé plus d'une motion de cette nature à une même séance;

Restrictions.

b) Il ne peut être discuté plus d'un sujet à la faveur d'une même motion;

c) La motion ne doit pas faire renaître la discussion d'un sujet qui a déjà été débattu à la même session ;

d) La motion ne doit pas mettre devant la Chambre une question à la délibération de laquelle la Chambre a déjà assigné une date ou au sujet de laquelle un avis de motion a été donné et n'a pas été retiré ;

e) La motion ne doit pas soulever une question de privilège ;

f) La discussion autorisée par la motion ne doit pas soulever de question qui, d'après les règles de la Chambre, ne saurait être débattue que sur une motion distincte dont il a été donné avis.

AVIS DE MOTIONS.

38. Il doit être donné un avis de deux jours d'une motion à l'effet d'obtenir permission de présenter un bill, de proposer une résolution ou une adresse tendant à la nomination d'un comité ; le même avis doit être donné avant de poser une question. Mais cette règle

ne s'applique pas aux bills après leur présentation, ni aux bills privés, ni aux heures du commencement ou de la clôture des séances de la Chambre. Cet avis doit être déposé sur la table avant 5 heures de l'après-midi, et imprimé dans le procès-verbal du même jour.

MOTIONS SANS AVIS.

39. Une motion peut être faite, du consentement unanime de la Chambre, sans avis préalable.

LES MOTIONS SE FONT PAR ÉCRIT.

40. Toutes les motions doivent se faire par écrit et être appuyées (*seconded*) avant d'être discutées ou proposées par l'Orateur ou le président du comité. Lorsqu'une motion est appuyée, elle est lue en anglais et en français par l'Orateur, si l'usage des deux langues lui est familier ; sinon, l'Orateur lit la motion dans une langue et la fait lire dans l'autre par le greffier avant qu'elle soit discutée.

Seront lues
dans les deux
langues.

MOTIONS RETIRÉES.

41. Un membre qui a fait une motion peut la retirer avec la permission de la Chambre ; cette permission n'est accordée qu'à l'unanimité.

LA QUESTION PRÉALABLE.

42. La question préalable, tant qu'elle n'a pas été décidée, exclut tout amendement à la question principale. Elle doit être conçue dans les termes suivants : " Que la question soit actuellement mise aux voix." Si la question préalable est résolue affirmativement, la question première est aussitôt mise aux voix sans débat ni amendement.

MOTION POUR RENVOYER UNE QUESTION À UN COMITÉ.

43. Une motion pour renvoyer un bill ou une question à un comité, exclut, jusqu'à ce qu'elle soit décidée, tout amendement à la question principale.

MOTION CONTRAIRE AUX RÈGLES PARLEMENTAIRES.

44. Chaque fois qu'aux yeux de l'Orateur une motion présentée à la Chambre est contraire aux règles et aux privilèges du parlement, il en informe la Chambre immédiatement, avant de mettre la question aux voix, et cite la règle ou l'autorité qui s'applique.

PRIVILÈGES.

45. Chaque fois qu'il s'élève une question de privilège, elle est immédiatement prise en délibération.

PROCÉDURE EN MATIÈRE DE BILLS.

46. Un bill ne peut être présenté Présentation. qu'à la suite d'une motion demandant permission à cet effet et énonçant le titre du bill ; ou d'une motion à l'effet de nommer un comité pour le préparer et le présenter.

47. Aucun bill n'est présenté en Bills incomplets. blanc ou sous une forme incomplète.

BILLS CONCERNANT LE COMMERCE.

Bills relatifs
au commerce.

48. Nul bill relatif au commerce ou ayant pour objet quelque modification des lois sur le commerce, ne doit être soumis à la Chambre tant que la proposition n'a pas été d'abord examinée en comité de la Chambre entière et agréée par la Chambre.

Motion pour
la première
lecture.

49. Quand un bill est présenté par un membre, en conformité d'un ordre de la Chambre, ou qu'il est apporté du Sénat, la question : " que ce bill soit actuellement lu une première fois ", est tranchée sans amendement ni débat.

LECTURES DES BILLS.

Lectures
des bills.

50. Chaque bill subit trois lectures à des jours différents, avant son adoption. Dans les circonstances extraordinaires ou urgentes, un bill peut en un seul jour subir deux ou trois lectures, ou avancer de deux phases ou plus, le même jour.

Certificats
des lectures
des bills.

51. Lorsqu'un bill est lu dans la Chambre, le greffier y certifie le fait et

le temps où la lecture a eu lieu. Lorsque le bill est adopté, le greffier appose au bas du bill un certificat de l'adoption ainsi que la date.

52. Chaque bill public est lu deux fois dans la Chambre avant son renvoi à un comité ou avant qu'il soit amendé.

Lectures
avant le
renvoi à un
comité.

53. Dans les délibérations sur les bills, en comité de la Chambre entière, le préambule est d'abord ajourné, puis chaque article est examiné par le comité dans l'ordre qu'il occupe ; le préambule et le titre ne sont examinés qu'en dernier lieu.

Procédure
en comité.

54. Tous les amendements faits en comité sont rapportés par le président à la Chambre, qui les reçoit immédiatement. Le rapport fait, le bill peut être discuté et amendé avant que la troisième lecture en soit fixée. Cependant, quand un bill est rapporté sans amendement, la troisième lecture en est aussitôt fixée à telle époque que désigne la Chambre.

Procédure
quand un
bill est
rapporté.

Rapport des
comités.

55. Les membres peuvent présenter de leur place en Chambre, les rapports des comités permanents et spéciaux.

CHAPITRE VI

Fonctionnaires de la Chambre.

VACANCES.

Comment
sont déter-
minés les
appointe-
ments.

56. Avant de remplir une vacance survenue dans le service de la Chambre, l'Orateur se renseigne sur la nécessité de maintenir la charge en question, et il détermine, sauf l'approbation de la commission de l'Economie interne et de la Chambre, le montant des appointements qui doivent y être attribués.

DEVOIRS DES FONCTIONNAIRES.

Achever les
travaux de
la session.

57. Il est du devoir des fonctionnaires de la Chambre d'achever et compléter les travaux qui restent à faire à la fin de chaque session.

GREFFIER DE LA CHAMBRE.

Garde des
archives et
direction du
personnel.

58. Le greffier de la Chambre est responsable de la garde des documents

et des archives de la Chambre, et il a la direction et le contrôle des fonctionnaires et des employés des bureaux, subordonnés aux ordres qu'il peut recevoir de temps à autre de l'Orateur ou de la Chambre.

59. Tous les matins, avant la séance de la Chambre, le greffier dépose sur la table de l'Orateur, le feuillet du jour.

Met le
feuillet
devant
l'Orateur.

60. Il est du devoir du greffier de dresser, faire imprimer et distribuer à chaque membre, au commencement de chaque session du Parlement, une liste des rapports ou autres comptes rendus périodiques que les fonctionnaires ou les départements du gouvernement, ou les banques ou autres corporations, sont tenus de présenter à la Chambre, en ayant soin de renvoyer à la loi ou à la résolution et à la page du volume des lois ou du journal où la production de ces rapports est ordonnée, et de placer sous le nom de chaque fonctionnaire ou corporation une liste des rap-

Distribue
des listes des
documents.

ports ou comptes rendus qu'il ou elle doit faire et l'époque où le rapport ou le compte rendu doit être transmis.

**Engage des
copistes.**

61. Le greffier emploie, dès le commencement d'une session, avec l'approbation de l'Orateur, le nombre nécessaire de copistes surnuméraires, et il en engage d'autres à mesure que les affaires publiques peuvent le nécessiter.

LE SECRÉTAIRE LÉGISTE.

Fonctions.

62. Il est du devoir du secrétaire légiste de la Chambre de reviser et de faire imprimer tous les bills et d'y attacher des notes marginales ; de reviser avant la troisième lecture tous les amendements adoptés par des comités spéciaux ou en comité de la Chambre entière, et de signaler aux présidents des différents comités spéciaux, lorsqu'il en est requis, toutes les dispositions des bills privés qui s'écartent des lois générales sur les sujets auxquels se rapportent ces bills, ou des dispositions ordinaires des lois d'intérêt privé sur des

sujets similaires, ainsi que toutes les dispositions qui méritent une attention spéciale.

LE SERGENT D'ARMES.

63. (1) Le sergent d'armes de la Chambre est responsable de la garde de la masse, de l'ameublement et des garnitures de la Chambre, ainsi que de la conduite des huissiers et employés subalternes de la Chambre. Responsabilité.

2) Nul étranger qui, par ordre de la Chambre, est placé sous la garde du sergent d'armes, n'est élargi avant qu'il ait payé un honoraire de quatre piastres à cet officier. Honoraire.

LES HEURES DE BUREAU.

64. Les heures de bureau des différents fonctionnaires de la Chambre, ainsi que des surnuméraires employés durant la session, sont fixées, quand il y a lieu, par l'Orateur. Etablies par l'Orateur.

POINT D'ALLOCATION POUR FRAIS DE
VOYAGE.

65. Il n'est accordé d'allocation à aucun employé de la Chambre qui ne réside pas au siège du gouvernement, pour ses frais de voyage en se rendant à son poste.

CHAPITRE VII

Règlements généraux.

GENTLEMAN HUISSIER À LA VERGE
NOIRE.

L'Orateur
prend le
fauteuil.

66. Lorsque le sergent d'armes annonce que le gentleman huissier à la verge noire est à la porte, l'Orateur prend le fauteuil, qu'il y ait quorum ou non.

LES MEMBRES DOIVENT SE RETIRER
DANS CERTAINS CAS.

67. Lorsqu'il s'élève une question se rattachant à l'élection ou au rapport de l'élection d'un membre, ce dernier doit se retirer pendant les débats qui

s'ensuivent; et dans le cas de double certificat d'élection (double return), les membres déclarés élus pour le même collège électoral doivent s'absenter jusqu'à ce que la question de leur élection ait été décidée.

CONDUITE DES ÉTRANGERS.

68. Tout étranger admis dans quelque partie de la Chambre ou des tribunes, pendant que la Chambre ou un comité de la Chambre entière est en séance, et qui trouble l'ordre ou ne se retire pas lorsqu'il est ordonné aux étrangers de se retirer, sera arrêté par le sergent d'armes; et nulle personne ainsi arrêtée ne sera libérée sans un ordre spécial de la Chambre.

LES ÉTRANGERS TENUS DE SE RETIRER.

69. Si un membre fait remarquer la présence des étrangers dans la Chambre, l'Orateur ou le président (selon le cas) doit mettre aux voix la question: "que les étrangers reçoivent ordre de se retirer", sans permettre de débat ou

d'amendement ; néanmoins, l'Orateur ou le président peut, quand il le juge à propos, ordonner que le public se retire.

JOURNAL DE LA CHAMBRE.

70. Un exemplaire du Journal de la Chambre, certifié par le greffier, doit être transmis, chaque jour, à Son Excellence le Gouverneur général.

IMPRESSIONS DES BILLS.

Dans les
deux langues.

71. Tous les bills doivent être imprimés, avant leur seconde lecture, en français et en anglais.

IMPRESSIONS D'AUTRES DOCUMENTS.

72. Toute motion à l'effet de faire imprimer un document est d'abord soumise au comité mixte des Impressions, lequel en fait un rapport, avant que la question soit mise aux voix.

PÉTITIONS.

Présentation.

73. Les pétitions à la Chambre sont présentées par un membre, à sa place,

et celui-ci est responsable à la Chambre de tout ce qu'elles peuvent contenir d'inconvenant ou de contraire aux règles.

74. Tout membre qui présente une pétition à la Chambre, écrit son nom au dos de cette pétition et se borne à mentionner les noms des pétitionnaires, le nombre des signatures et les allégations importantes qu'elle contient. Les pétitions peuvent être écrites ou imprimées, à la condition toutefois que, si les pétitionnaires sont au nombre de trois ou plus, la page qui contient les conclusions soit revêtue des signatures d'au moins trois pétitionnaires.

Ecriture au
dos de la
pétition.

75. Toute pétition dont le contenu n'est pas contraire aux privilèges de la Chambre, et qui, d'après les règles de la pratique de la Chambre, peut être reçue, est apportée à la table sur ordre de l'Orateur, qui ne peut permettre aucun débat ou commentaire sur la pétition ; mais elle peut être lue par le greffier à la table, s'il en est requis ; néanmoins, si la pétition constitue une

Réception
des péti-
tions.

plainte à propos de quelque grief personnel qui exige un redressement immédiat, la matière qui en fait le sujet peut être discutée sans délai.

SECOURS ET SUBSIDES.

Constitution,
1867, a. 54.
Comités des
subsidés et
des voies et
moyens.

76. A l'avenir, la Chambre nommera les comités des Subsidés et des Voies et Moyens au commencement de chaque session, aussitôt qu'aura été adoptée une adresse en réponse au discours de Son Excellence.

MOTION DEMANDANT UN SECOURS PÉCUNIAIRE OU ENTRAÎNANT UNE CHARGE SUR LES FONDS PUBLICS.

N'est pas
immédiatement mise en
délibération.

77. S'il est fait une motion à la Chambre pour demander quelque secours pécuniaire ou à l'effet d'imposer une charge sur les fonds publics, l'examen et la discussion de cette motion ne peuvent pas avoir lieu tout de suite, mais doivent être ajournés à tel jour ultérieur que la Chambre juge à propos de fixer ; et alors la motion est sou-

mise à un comité de la Chambre entière avant qu'une résolution ou qu'un vote soit pris sur la question.

DROITS DE LA CHAMBRE RELATIVEMENT
AUX SECOURS ET SUBSIDES.

78. A la Chambre des communes seule appartient de donner les secours et subsides qu'accorde à Sa Majesté le parlement du Canada ; et les bills ayant pour objet d'accorder ces secours et subsides doivent prendre naissance dans la Chambre,—attendu que c'est le droit incontestable de la Chambre de diriger, limiter et déterminer dans ces bills, les fins, objets, équivalents, conditions, limitations et restrictions de ces secours et subsides, lesquels ne peuvent être modifiés par le Sénat.

CORRUPTION ÉLECTORALE.

79. S'il appert qu'une personne a été élue et rapportée élue membre de cette Chambre, ou a cherché à l'être, par corruption ou au moyen d'intrigues ou de manœuvres frauduleuses, la

Chambre procède avec la plus grande rigueur contre les personnes qui ont pris une part volontaire à cette corruption ou à ces manœuvres ou intrigues.

OFFRE D'ARGENT À UN MEMBRE.

Crime grave. **80.** L'offre d'argent ou de tout autre avantage à un membre de la Chambre, dans l'intérêt de quelque chose qui dépend du parlement ou qui doit y être décidé, est un crime grave et subversif de la constitution.

ASSIGNATION ET INDEMNISATION DES TÉMOINS.

Certificat en
vue de l'as-
signation.

81. Nul témoin n'est assigné à comparaître devant un comité de la Chambre, si un membre de ce comité n'a d'abord mis devant le président de ce comité un certificat attestant qu'à ses yeux le témoignage à obtenir de ce témoin est important.

Le greffier de la Chambre est autorisé à payer aux témoins ainsi assignés, à même le crédit affecté aux dépenses contingentes, une somme raisonnable de

tant par jour, laquelle sera déterminée par l'Orateur, pour le temps occupé par leur voyage et leur présence, et de plus une gratification raisonnable pour leurs frais de voyage.

En demandant son indemnité, le témoin doit déclarer le nombre de jours qu'il a été présent, le temps nécessaire à son voyage et la somme de ses frais de voyage, et ses demande et déclaration seront, avant qu'il leur soit fait droit, attestées par un certificat du président et du secrétaire du comité devant lequel a été assigné le témoin.

Certificat en
vue de l'in-
demnisation.

CHAPITRE VIII

Relations entre les deux chambres.

MESSAGES DU SÉNAT.

82. Lorsqu'un maître en chancellerie du Sénat est envoyé à la Chambre en qualité de messenger du Sénat, il est reçu à la table du greffier, où il remet le message dont il est chargé.

MESSAGES D'UNE CHAMBRE À L'AUTRE.

83. Un des greffiers de la Chambre peut être le porteur des messages de la Chambre au Sénat. Les messages du Sénat sont reçus à la barre par l'un des greffiers de la Chambre, aussitôt qu'annoncés par le sergent d'armes, en tout temps pendant que la Chambre est en séance ou en comité, sans interruption des opérations ou des délibérations.

CONFÉRENCE AVEC LE SÉNAT

Motifs communiqués
par message.

84. (1) Lorsque le Sénat n'accorde pas son adhésion à des amendements faits par la Chambre des communes ou insiste à maintenir des amendements auxquels la Chambre des communes n'a pas accordé la sienne, la Chambre des communes est disposée à recevoir par message, sans avoir recours à une conférence, un exposé des motifs du Sénat, à moins qu'en aucun temps le Sénat ne désire les communiquer à une conférence.

Toute conférence entre les deux Chambres peut être une conférence libre.

2) Lorsque la Chambre demande une conférence au Sénat, un exposé des motifs qu'elle se propose d'énoncer à la conférence est par elle préparé et adopté et doit accompagner la demande.

LE SÉNAT PEUT FAIRE DES RECHERCHES.

85. Cette Chambre consent à ce que le Sénat puisse consulter son Journal, comme la Chambre peut, suivant l'usage parlementaire, consulter celui du Sénat.

DÉSISTEMENT DE DROITS DANS CERTAINS CAS.

86. Afin de faciliter les travaux du parlement, la Chambre n'insiste pas sur le privilège qu'elle réclame et qu'elle exerce, de rejeter les bills venant du Sénat, pour la raison qu'ils imposent des amendes pécuniaires, non plus que de rejeter des amendements faits par le

Sénat parce qu'ils introduisent ou modifient des amendes pécuniaires dans les bills qui lui sont transmis par la Chambre, pourvu que toutes les amendes par là imposées n'aient pour but que de punir ou de prévenir des crimes ou des contraventions, et qu'elles n'aient pas pour objet d'imposer des fardeaux au sujet, à titre de secours ou de subsides à Sa Majesté, où pour des fins générales ou spéciales, au moyen de taxes, péages, cotisations, ou autrement.

CHAPITRE IX

Affaires d'intérêt privé.

PÉTITIONS EN OBTENTION DE BILLS PRIVÉS.

87. Les pétitions en obtention de bills privés ne sont reçues par la Chambre que pendant les six premières semaines de la session, et les bills privés doivent être présentés à la Chambre dans les deux semaines après que l'examineur ou le comité des Ordres per-

manents a présenté un rapport favorable sur la pétition qui s'y rapporte; et nulle motion pour la suspension de la présente règle ne peut être admise à moins que le comité des Ordres permanents n'ait d'abord présenté un rapport recommandant cette suspension et donnant les raisons pour lesquelles il le fait.

PRODUCTION DES BILLS ET DROITS À
VERSER À LEUR ÉGARD.

88. (1) Quiconque désire obtenir un bill privé doit déposer entre les mains du greffier de la Chambre, au moins huit jours avant la session, copie de ce bill, en anglais ou en français, avec une somme suffisante pour en défrayer la traduction et l'impression, la traduction en devant être faite par le personnel de la Chambre et l'impression par le département des impressions publiques; et si le bill n'a pas été déposé dans le temps dit, celui qui en fait la demande doit verser, en sus des prix

de l'impression et de la traduction, la somme de cinq piastres pour chaque jour écoulé entre le huitième jour antérieur à l'ouverture de la session et la date de la production du bill ; mais la somme à payer de ce chef ne saurait en aucun cas particulier dépasser le chiffre de deux cents piastres.

2) Après la deuxième lecture d'un bill et avant son examen par le comité auquel il a été renvoyé, celui qui en fait la demande doit dans tous les cas verser le prix de l'impression de la loi dans les statuts ainsi qu'un droit de deux cents piastres.

DROITS ADDITIONNELS.

3) En sus de ce qui précède, seront aussi prélevés et versés les droits suivants :

a) Quand une règle de la
Chambre est suspendue
relativement à un bill
ou à la pétition prélimi-
naire qui s'y rapporte,
pour chaque pareille sus-
pension... .. \$100

- b)* Quand un bill est présenté à la Chambre après la huitième semaine de la session et avant la fin de la douzième semaine. 100
- c)* Quand un bill est présenté à la Chambre après la douzième semaine de la session... .. 200
- d)* Quand le capital social projeté d'une compagnie est de plus de \$250,000 et n'excède pas \$500,000. 100
- e)* Quand le capital social projeté d'une compagnie est de plus de \$500,000 et n'excède pas \$750,000. 150
- f)* Quand le capital social projeté d'une compagnie est de plus de \$750,000 et n'excède pas \$1,000,000... .. 200
- g)* Quand le capital social projeté d'une compagnie est de plus de \$1,000,000

et n'excède pas \$1,500,-
000... .. 300

h) Quand le capital social
projeté d'une compagnie
est de plus de \$1,500,-
000 et n'excède pas \$2,-
000,000... .. 400

i) Pour chaque million ou
fraction de million de
plus... .. 100

4) Quand l'objet d'un bill est d'augmenter le capital social d'une compagnie, le droit additionnel est déterminé selon le tarif ci-dessus, mais n'est calculé que sur le montant de la majoration.

5) Quand un bill est à l'effet d'augmenter pour une compagnie sa faculté d'emprunter, sans qu'il y ait augmentation du capital social, le droit additionnel est de \$300.

6) Si, à quelque phase du bill, il est apporté quelque changement au chiffre du capital social projeté d'une compagnie ou à celui de l'augmentation de

son capital social, le bill ne passe pas à la phase subséquente tant que n'a pas été remis au fonctionnaire qu'il appartient, un certificat attestant qu'ont dûment été versés les droits découlant de ce changement.

7) Dans la présente règle l'expression "capital social projeté" comprend toute augmentation de capital social prévue par le bill.

8) Les droits additionnels établis au paragraphe 3 de la présente règle s'appliquent aussi aux bills privés qui prennent naissance au Sénat ; néanmoins si la pétition en obtention de pareil bill a été reçue par la Chambre dans les six premières semaines de la session, les droits additionnels prévus aux alinéas *b* et *c* du paragraphe 3 ne sont pas exigibles.

PUBLICATION DES RÈGLES.

89. Le greffier de la Chambre doit, Dans la Gazette du Canada et les gazettes provinciales. durant l'intervalle des sessions du Parlement, faire publier une fois par se-

maine, dans la *Gazette du Canada*, les règles suivantes au sujet des avis de demandes de bills privés, et un résumé de ces règles dans la gazette officielle de chacune des provinces ; et le greffier doit aussi annoncer, le premier jour de chaque session, par avis affiché dans les chambres de comité et les couloirs de la Chambre, les délais fixés pour la réception des pétitions en obtention de bills privés ainsi que pour la présentation des bills privés.

PUBLICATION DES AVIS.

90. Toute demande de bills privés, adressée au Parlement, de quelque nature qu'elle soit, doit être annoncée par un avis publié dans la *Gazette du Canada* ; cet avis doit exposer clairement et distinctement la nature et le but de la demande, être signé par ceux qui font la demande ou en leur nom, et porter l'adresse du signataire ; et si la demande est faite pour une loi de constitution, le nom de la compagnie projetée doit être donné dans l'avis. Si les ou-

vrages d'une compagnie quelconque (constituée légalement ou devant être ainsi constituée) doivent être déclarés être à l'avantage général du Canada, la chose doit être formellement mentionnée dans l'avis ; et les demandeurs doivent faire expédier par lettre recommandée une copie de cet avis au secrétaire de chaque comté ou municipalité qui peut être spécialement intéressé dans la construction ou l'exploitation de ces ouvrages, et aussi au secrétaire de la province dans laquelle ces ouvrages sont ou pourront être situés ; et la preuve que les demandeurs se sont conformés à cette règle s'établit au moyen d'une déclaration statutaire.

Outre l'avis publié comme susdit dans la *Gazette du Canada*, il doit être aussi publié un avis similaire dans un des principaux journaux, comme suit :

A) Lorsque la demande a pour effet de constituer légalement

1) Une compagnie de *chemin de fer* ou *de canaux*—dans la principale cité,

dans la principale ville ou dans le principal village de chaque comté ou district à travers lequel doit être construit le chemin de fer ou le canal projeté;

2) Une compagnie de *télégraphe* ou de *téléphone*—dans la principale cité ou ville de chaque province ou territoire où la compagnie se propose d'établir son service;

3) Une compagnie ayant pour objet la *construction de tout ouvrage* dont l'exécution ou l'exploitation peut spécialement intéresser une localité quelconque ; ou demandant des *droits ou privilèges exclusifs* ou l'autorisation de faire quelque affaire ou chose qui aurait pour effet de porter atteinte aux droits ou aux biens d'autres compagnies ou personnes—dans la ou les localités qui peuvent être intéressées dans le projet de loi;

4) Une compagnie de *banque* ; une compagnie d'*assurance* ; une compagnie de *trust* ; une compagnie de *prêts*, ou une compagnie *industrielle sans pou-*

voirs exclusifs—dans la *Gazette du Canada* seulement.

B) Lorsque la demande a pour but de faire modifier une loi existante :

1) Pour le prolongement d'une ligne de chemin de fer ou d'un canal quelconques ; ou pour la construction d'embranchements d'un chemin de fer ou d'un canal—dans la principale cité, la principale ville ou le principal village dans chaque comté ou district devant être traversé par ce prolongement ou cet embranchement.

2) Pour la continuation d'une charte ou une prorogation du délai fixé pour la construction ou l'achèvement de toute ligne de chemin de fer, de tout canal, de toute ligne de télégraphe ou de téléphone, ou de tout autre ouvrage déjà autorisé ; ou pour l'extension des pouvoirs d'une compagnie (lorsqu'elle n'emporte pas la concession de droits exclusifs) ; ou pour l'augmentation ou la réduction du capital social d'une compagnie quelconque ; ou pour l'augmen-

tation ou la modification de son pouvoir d'émettre des obligations ou de contracter des emprunts ; ou pour toute modification de sa charte de nature à avoir quelque effet sur les droits et intérêts des actionnaires ou des obligataires ou des créanciers de la compagnie—à l'endroit où le bureau principal de la compagnie est situé ou est autorisé à l'être.

C) Quand la demande a pour objet d'obtenir, pour quelque personne ou quelque corporation existante, des droits ou des privilèges exclusifs, ou la faculté de faire quelque chose qui aurait pour effet de porter atteinte aux droits ou aux biens d'autrui—à l'endroit ou aux endroits qui peuvent être intéressés dans le projet de loi.

Tous ces avis, qu'ils soient insérés dans la *Gazette du Canada* ou dans un journal, doivent être publiés une fois par semaine durant une période de cinq semaines consécutives ; et lorsqu'ils sont publiés dans les provinces de Québec ou de Manitoba, ils doivent l'être dans

les deux langues, française et anglaise; et s'il n'y a pas de journal dans un endroit où doit être donné un avis, cet avis doit être donné dans l'endroit le plus rapproché où se publie un journal; et la preuve de la publication requise de l'avis s'établit en chaque cas par une déclaration statutaire. Toute déclaration de cette nature doit être envoyée au greffier de la Chambre des communes portant au dos l'inscription : " Avis de bill privé ".

D) Tout avis ci-dessus qui doit être expédié par lettre recommandée, doit être mis à la poste à temps pour arriver au secrétaire de la province ou au secrétaire du conseil du comté ou de la municipalité, au moins deux semaines avant que l'Examineur ou le comité des Ordres permanents examine la pétition, et une déclaration statutaire attestant tel envoi doit être expédiée au greffier de la Chambre.

E) Tous les bills privés constituant des projets de chartes doivent être dres-

sés de manière à incorporer, par mode de renvoi, les clauses des lois générales se rapportant aux détails que ces bills ont à prévoir ; il doit être établi qu'il existe des raisons spéciales pour toute déviation de ce principe, ou pour l'introduction d'autres dispositions relatives à ces détails, et il doit être annexé au bill une note indiquant les dispositions du bill qui s'écarterent de la *loi générale* ; les bills qui ne seront pas rédigés conformément à la présente règle, devront être refaits par les promoteurs et réimprimés à leurs frais, avant qu'aucun comité passe à l'examen des *clauses*.

BILL TYPE.

91. Tous les bills privés constituant des projets de chartes ou à l'effet de modifier des chartes, lorsqu'il a été adopté un Bill type, doivent être rédigés conformément au bill type, dont il peut être obtenu des exemplaires du greffier de la Chambre.

a) Les dispositions contenues dans un bill quelconque, qui ne seront pas conformes au bill type, seront insérées entre crochets, et, après avoir été revues par le fonctionnaire qu'il appartient, seront imprimées ainsi ; et les bills qui ne seront pas conformes à la présente règle seront renvoyés à leurs auteurs pour être refaits avant d'être revus et imprimés ;

b) Tous les articles de lois existantes que l'on propose de modifier doivent être réimprimés en entier, avec les modifications insérées à leurs places et entre crochets ;

c) Toutes les dispositions exceptionnelles que l'on projette d'insérer dans un bill doivent être clairement énoncées dans l'avis de demande.

CARTÉ OU PLAN ACCOMPAGNANT LA PÉTITION.

92. L'Examineur ou le comité des Ordres permanents ne prendra connaissance d'aucune pétition demandant la

constitution en corporation d'une compagnie de chemin de fer, ou d'une compagnie ayant pour objet la construction d'un canal, ou demandant un prolongement de la ligne d'un chemin de fer ou d'un canal existant ou autorisé, avant que soit produit devant ce comité une carte ou un plan, indiquant l'emplacement projeté des ouvrages, et chaque comté, township, municipalité ou district à travers lesquels le chemin de fer, le canal, l'embranchement ou le prolongement projeté, doit être construit.

CARTES, PLANS ET PIÈCES ACCOMPAGNANT LES BILLS.

93. Nul bill tendant à la constitution en corporation d'une compagnie de chemin de fer ou de canal ou à l'effet de changer le tracé du chemin de fer ou du canal d'une compagnie déjà constituée, ne sera mis à l'étude par le comité des Chemins de fer, à moins qu'il n'ait été produit devant le comité, au moins une semaine avant l'examen du bill—

a) Une carte ou un plan à une échelle d'au moins un demi-pouce au mille, et indiquant le territoire sur lequel il est question de construire les ouvrages projetés, et indiquant aussi les ouvrages analogues existants ou autorisés, dans la région ou partie de la région que la ligne projetée doit desservir, ou qui ont quelque effet sur la dite région ; et cette carte ou ce plan doit porter la signature de l'ingénieur ou autre personne qui l'a fait ;

Pour le
comité des
Chemins de
fer.

b) Une pièce faisant connaître le montant total du capital que l'on se propose de consacrer aux fins de l'entreprise, et la manière dont on se propose de se le procurer, soit au moyen d'actions ordinaires, d'obligations, de débentures ou d'autres valeurs, et le montant respectif à réaliser de chacun de ces chefs.

Le capital,
etc., doit
être déclaré.

PONTS DE PÉAGE.

94. Avant d'adresser à la Chambre une pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la cons-

truction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de faire cette pétition doivent, en donnant l'avis prescrit par la règle 90, donner aussi et de la même manière, avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'ouverture entre les culées ou les piles pour le passage des radeaux et des navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un tablier mobile ou non, et les dimensions de celui-ci.

EXAMEN DES PÉTITIONS.

95. (1) Il y a un Examineur des pétitions en obtention de bills privés.

2) Les pétitions en obtention de bills privés reçues par la Chambre sont examinées par l'examineur, qui fait dans chaque cas un rapport à la Chambre sur la mesure dans laquelle les règles relatives à l'avis ont été observées; et chaque fois que l'examineur rapporte que l'avis a été insuffisant ou autrement dé-

fectueux, la pétition est examinée par le comité des Ordres permanents (sans qu'elle lui ait été spécialement renvoyée), et ce dernier fera un rapport à la Chambre, lui recommandant quoi faire à l'égard de l'insuffisance ou des autres défauts de l'avis.

3) Tous les bills privés qui viennent du Sénat (et qui ne sont pas basés sur une pétition sur laquelle il a déjà été fait un rapport) sont d'abord examinés par l'examineur des pétitions, qui fait un rapport à leur sujet, et, lorsqu'il est nécessaire, par le comité des Ordres permanents qui en fait également le sujet d'un rapport, après la première lecture de ces bills et avant leur mise à l'étude devant tout autre comité permanent.

Bills qui
viennent du
Sénat.

INSTRUCTIONS AUX COMITÉS.

96. Si les promoteurs d'un bill privé ne sont point prêts à procéder quand celui-ci a été appelé deux fois, en deux occasions différentes, devant le comité qui en est chargé, il est enjoint à

ce comité de rapporter sans délai le bill à la Chambre, d'exposer les faits et de recommander que le bill soit retiré.

SUSPENSION DES RÈGLES.

Le comité
des Ordres
permanents
fait rapport.

97. Nulle motion tendant à la suspension des règles à l'égard d'une pétition demandant un bill privé n'est accueillie, à moins que le comité des Ordres permanents n'ait fait un rapport sur cette motion, et le comité dans son rapport doit dire les motifs pour lesquels il recommande la suspension.

PRÉSENTATION DES BILLS PRIVÉS.

98. Tout bill privé est introduit à la suite d'une pétition ; après que l'examineur ou le comité des Ordres permanents a fait un rapport favorable sur cette pétition, le bill est déposé par le greffier sur la table de la Chambre. Et le bill est censé avoir été lu une première fois et la deuxième lecture en avoir été ordonnée, quand il est ainsi

déposé sur la table et inscrit au procès-verbal comme ayant été ainsi lu.

LETTRES PATENTES OU CONTRAT.

99. Quand un bill à l'effet de ratifier des lettres patentes ou un contrat est présenté à la Chambre, il doit y être annexé une copie conforme de ces lettres patentes ou de ce contrat.

BILLS ET PÉTITIONS RENVOYÉS AUX COMITÉS.

100. Tout bill privé, lorsqu'il a été lu pour la deuxième fois, est renvoyé à l'un des comités permanents, comme suit : les bills de banques, d'assurances et concernant le commerce, au comité des Banques et du commerce ; les bills de chemins de fer, de canaux, de télégraphes, de ponts sur canaux et de ponts de chemins de fer, au comité des Chemins de fer, canaux et télégraphes ; les autres bills, au comité des Bills privés divers ; et toutes les pétitions favorables ou hostiles à ces bills seront considérées

comme renvoyées respectivement à ces comités.

RAPPORT DE L'EXAMINATEUR.

BILLS PRIVÉS.

101. Avant qu'un bill privé puisse être mis à l'étude par le comité auquel il a été renvoyé, un rapport doit d'abord avoir été présenté à ce comité par l'examineur, déclarant qu'il a examiné le bill et qu'il a annoté en marge de chaque article toute déviation des dispositions contenues dans le bill type ; et, afin d'assurer l'uniformité, l'examineur revisera et certifiera chaque bill privé adopté par les comités, ainsi que les rapports sur ces bills, avant qu'ils soient présentés à la Chambre.

AVIS DE LA RÉUNION DU COMITÉ.

102. Nul comité ne doit mettre un bill privé à l'étude avant qu'un avis de la réunion de ce comité ait été affiché dans le couloir pendant une semaine si le bill a pris naissance dans la Chambre

des communes et exige un avis, ni avant qu'un pareil avis ait été pareillement donné pendant vingt-quatre heures, si le bill a pris naissance au Sénat.

Le jour de l'affichage d'un bill sous l'empire de la présente règle, le greffier de la Chambre fait inscrire en appendice au procès-verbal du jour un avis de cet affichage.

ADHÉSION DES PARTIES INTÉRESSÉES.

103. Toutes personnes dont les intérêts ou les biens peuvent être compromis par un bill privé, doivent, lorsqu'elles en sont requises, comparaître devant le comité auquel a été renvoyé le bill, au sujet de leur consentement, ou faire connaître ce consentement par un écrit dont le comité peut exiger la preuve. Et dans tous les cas, le comité auquel est renvoyé un bill à l'effet de constituer une compagnie en corporation peut exiger la preuve que les personnes dont les noms figurent dans le bill comme composant la compagnie, ont

l'âge de majorité, sont en mesure d'effectuer les objets projetés et ont consenti à être constituées en corporation.

VOTATION DANS LES COMITÉS.

104. Toutes les questions devant les comités auxquels sont renvoyés des bills privés sont décidées à la majorité des voix, celle du président comprise ; et dans le cas de partage, le président a une deuxième voix ou voix prépondérante.

DISPOSITIONS NON PRÉVUES PAR L'AVIS.

105. Il est du devoir du comité auquel un bill privé peut être renvoyé par la Chambre, d'attirer particulièrement l'attention de la Chambre sur toute disposition insérée dans ce bill et non mentionnée dans l'avis ou la pétition en obtention de ce bill, tels que rapportés par le comité des Ordres permanents.

RAPPORTS SUR TOUS LES BILLS.

106. Le comité auquel est renvoyé un bill privé doit, dans tous les cas,

faire sur ce bill un rapport à la Chambre ; et lorsqu'une modification importante est faite au préambule du bill, la modification et les raisons de cette modification doivent être mentionnées dans le rapport.

BILLS RAPPORTÉS PAR LE COMITÉ.

107. Tout bill privé rapporté à la Chambre par un comité doit être inscrit sur le feuillet des ordres du jour du lendemain de la réception du rapport, pour être mis à l'étude en comité de la Chambre entière, dans l'ordre qui lui est propre, après les bills renvoyés à un comité de la Chambre entière.

BILLS RAPPORTÉS ENSEMBLE.

108. (1) Tous les bills privés rapportés à la Chambre par un comité peuvent, en une seule motion, être renvoyés en bloc à un comité de la Chambre entière, et ce comité peut examiner un ou plusieurs de ces bills et en autoriser le rapport à une même séance.

2) A l'expiration de l'heure attribuée aux bills privés, le président, à la levée de la séance du comité, rapporte à la Chambre les bills délibérés par le comité, et le bill à l'étude quand finit l'heure, retient sa place à l'ordre du jour pour la prochaine séance.

SI LE PRÉAMBULE N'EST PAS PROUVÉ.

109. Lorsque le comité auquel a été renvoyé un bill privé rapporte à la Chambre que le préambule de ce bill n'a pas été prouvé à sa satisfaction, il doit aussi exposer les raisons sur lesquelles il s'appuie pour en venir à cette décision ; et nul bill sur lequel il est fait pareil rapport, ne doit être inscrit au feuillet des ordres du jour, à moins d'un ordre spécial de la Chambre.

LE PRÉSIDENT SIGNE LES BILLS ET LES
AMENDEMENTS.

110. Le président du comité signe en toutes lettres un exemplaire imprimé du bill sur lequel les amendements

sont lisiblement écrits, et il signe aussi de ses initiales les différents amendements adoptés et les clauses ajoutées en comité; et un autre exemplaire du bill, avec les amendements écrits en leur lieu, doit être préparé par le secrétaire du comité et gardé par devers lui ou annexé au rapport.

AVIS DES AMENDEMENTS.

111. Nul amendement important ne peut être proposé à un bill privé dans un comité de la Chambre entière, ou à la troisième lecture du bill, à moins qu'il n'en ait été donné un avis d'un jour.

RÉIMPRESSION DES BILLS AMENDÉS.

112. Les bills privés amendés par un comité permanent ou un comité spécial peuvent, après avoir été rapportés et avant d'être mis à l'étude par un comité de la Chambre entière, être réimprimés en tout ou en partie selon l'ordre du greffier de la Chambre, et le coût de

cette réimpression doit être payé par les promoteurs.

AMENDEMENTS PAR LE SÉNAT.

113. Quand un bill privé est rapporté du Sénat avec des amendements qui ne sont pas simplement de rédaction ou sans importance, ces amendements sont renvoyés, avant la deuxième lecture, au comité permanent qui en avait été en premier lieu saisi.

SUSPENSION DES RÈGLES.

114. Sauf dans les cas de nécessité urgente, nulle motion tendant à la suspension ou à la modification d'une règle s'appliquant à des bills privés ou à des pétitions en obtention de bills privés, n'est accueillie par la Chambre si elle n'a pas été soumise au comité des Ordres permanents ou à l'un des comités permanents chargés des bills privés, et si elle n'a pas fait l'objet d'un rapport d'un de ces comités.

REGISTRE.

115. Il est tenu un registre appelé Registre des bills privés, dans lequel sont inscrits par un commis désigné par le greffier de la Chambre et appelé Préposé au registre des bills privés, le nom, la qualité et le domicile des personnes (ou de leur agent) qui demandent l'adoption d'un bill, le montant des droits payés et toutes les phases par lesquelles passe le bill, depuis le moment où il est déposé entre les mains du greffier de la Chambre jusqu'à son adoption. Ces inscriptions doivent mentionner brièvement chaque procédure de la Chambre ou du comité auquel la pétition ou le bill peut avoir été renvoyé, et le jour fixé pour la séance du comité. Le public a accès à ce registre pendant les heures de bureau.

LISTE DES BILLS PRIVÉS ET DES
PÉTITIONS.

116. Le greffier de la Chambre fait préparer chaque jour, par le secrétaire

de chaque comité auquel ils ont été renvoyés, une liste de tous les bills privés et de toutes les pétitions en obtention de pareils bills qui doivent être mis à l'étude par ce comité, avec indication de l'heure de la séance du comité et de la salle dans laquelle elle doit avoir lieu ; et ces listes doivent être affichées dans le couloir.

AGENTS PARLEMENTAIRES.

117. (1) Personne n'agira en qualité d'agent parlementaire dirigeant des procédures devant la Chambre des communes ou des comités, sans l'assentiment et l'autorisation expresse de l'Orateur, et tout tel agent est personnellement responsable envers la Chambre et envers l'Orateur de l'observance des règles, ordres et usages du Parlement, et des règles prescrites par l'Orateur ainsi que du paiement de tous les honoraires et frais qu'il appartient.

2) Le proposé au registre des bills privés tiendra une liste de ces agents et

il en sera déposé une copie au bureau du greffier de la Chambre.

CONTRÔLE DES AGENTS.

118. Tout agent parlementaire qui violera sciemment les règles et usages du parlement ou les règles qui seront établies par l'Orateur, ou qui, délibérément, se conduira d'une façon inconvenante au cours des procédures devant le parlement, s'expose à perdre, soit temporairement soit d'une manière absolue, à la discrétion de l'Orateur, la faculté d'exercer en qualité d'agent parlementaire; mais sur la demande de l'agent, l'Orateur donnera par écrit les motifs de sa décision.

Contrôle
des agents.

119. Sauf disposition contraire, les règles relatives aux bills publics s'appliquent aux bills privés.

CHAPITRE X

LA BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT.

On tiendra
un catalogue.

120. Les Bibliothécaires ont la garde et la responsabilité des livres de la Bibliothèque et doivent en tenir un catalogue convenable. Ils doivent présenter à la Chambre, par l'entremise de l'Orateur, à l'ouverture de chaque session, un rapport sur l'état dans lequel se trouve la Bibliothèque.

Accès à la
biblio-
thèque pen-
dant les ses-
sions.

121. Personne n'a accès à la Bibliothèque pendant les sessions du parlement, si ce n'est le Gouverneur général, les membres du Conseil privé et des deux chambres du parlement, les fonctionnaires des deux Chambres, et quiconque obtient une permission écrite de l'Orateur de la Chambre des communes ou du Président du Sénat; les membres du parlement peuvent en personne introduire des étrangers dans la Bibliothèque pendant le jour, mais non après 7 heures du soir.

122. Pendant les sessions du parlement, aucun livre de la Bibliothèque ne peut être emporté hors de l'édifice, si ce n'est sur autorisation de l'Orateur ou lorsqu'un membre de l'une ou de l'autre Chambre en donne un reçu.

Prêts de livres pendant les sessions.

123. Pendant l'intervalle des sessions du parlement, la Bibliothèque et la chambre de lecture sont ouvertes tous les jours de la semaine, excepté les dimanches et jours de fêtes, de 10 heures du matin à 4 heures de l'après-midi ; et a l'usage de la Bibliothèque quiconque y est introduit par un membre de l'une ou de l'autre Chambre, ou y est admis à la discrétion du Greffier ou des Bibliothécaires et se conforme aux règles jugées nécessaires pour la sûreté et la conservation des livres ; mais il n'est permis à qui que ce soit, si ce n'est aux membres de l'une ou de l'autre Chambre et aux autres personnes qui y sont autorisées par l'Orateur de la Chambre ou le Président du Sénat, d'emporter un livre hors de la Bibliothèque.

Accès à la Bibliothèque pendant l'intervalle des sessions.

Emprunts
de livres par
les mem-
bres du par-
lement.

124. Durant l'intervalle des sessions, nul membre de l'une ou de l'autre Chambre, qui ne réside pas au siège du gouvernement, n'a le droit d'emprunter ou d'avoir en sa possession, plus de trois ouvrages à la fois, appartenant à la Bibliothèque, ni de les garder plus d'un mois.

Emprunts de
livres par
d'autres per-
sonnes.

125. Il n'est pas permis aux autres personnes qui jouissent du privilège d'emprunter des livres à la Bibliothèque, sous l'autorité d'une permission écrite de l'Orateur de la Chambre ou du Président du Sénat, d'avoir en leur possession plus de deux ouvrages à la fois, ni de les garder plus de trois semaines. Ces personnes devront remettre les livres ainsi empruntés lorsqu'elles en seront requises par les Bibliothécaires.

Livres de
référence.

126. Il est absolument interdit d'emporter en dehors du siège du gouvernement les ouvrages de référence, les éditions de luxe ou les livres précieux.

127. A chaque session du parlement, à la première réunion du comité mixte de la Bibliothèque, les Bibliothécaires doivent présenter une liste de tous les livres non rentrés au commencement de la session, avec les noms des personnes qui les ont gardés contrairement aux règles ci-dessus.

Rapport sur
les livres non
rentrés.

128. Le greffier de la Chambre est autorisé à s'abonner aux journaux publiés en Canada, et aux autres publications anglaises et étrangères qu'à toute époque pourra désigner l'Orateur.

Abonne-
ments aux
journaux,
etc.